



CHAPITRE 16

Loi concernant la nomination des juges municipaux
suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires

[Sanctionnée le 15 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 647 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, S.R.,
1964, chapitre 193), remplacé par l'article 155 du chapitre 55 des
lois de 1968, est modifié:

c. 193,
a. 647,
mod.

a) par le remplacement des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

«**647.** 1. Lorsqu'un juge municipal décède ou démissionne ou ne peut exercer ses fonctions par suite d'incapacité, d'absence ou de maladie, le ministre de la justice ou, avec l'autorisation de celui-ci, un juge municipal peut nommer par commission signée de sa main un juge municipal suppléant pour le remplacer temporairement.

Juge
suppléant
nommé par
le ministre.

2. Le juge municipal suppléant est nommé pour le temps indiqué dans la commission ou, s'il n'en est indiqué aucun, depuis la date d'enregistrement de la commission jusqu'à ce qu'elle soit révoquée.

Durée de la
nomination.

3. Cette commission est préparée en deux exemplaires dont l'un doit être déposé et enregistré au bureau du greffier de la Cour municipale et l'autre, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire où est située la municipalité.

Commis-
sion.

4. Le juge municipal suppléant ainsi nommé par commission doit être un avocat d'au moins cinq années d'exercice; toutefois, dans les cités et villes dont la population est inférieure à dix mille habitants, il peut être nommé après trois années d'exercice.

Qualités
requis.

Il peut être nommé parmi les juges municipaux déjà en fonction.»;

Juges en
fonction.

b) par le remplacement, au paragraphe 3, du chiffre «3» par le chiffre «5».

Art. 2

S.R., c. 35,
a. 124, ab.

L'article 124 de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35), édicté par l'article 11 du chapitre 11 des lois de 1975, est abrogé.

Art. 3

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 16

An Act to make provisions respecting
the appointment of deputy municipal judges
and to amend the Summary Convictions Act

[Assented to 15 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 647 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, R.S., 1964, chapter 193), replaced by section 155 of chapter 55 of the statutes of 1968, is amended: c. 193, s. 647, am.

(a) by replacing subsections 1 and 2 by the following subsections:

“647. (1) When a municipal judge dies or resigns or is unable to exercise his functions by reason of disability, absence or illness, the Ministre de la justice or, with his authorization, a municipal judge may appoint by a commission signed by him a deputy municipal judge to replace him temporarily. Deputy judge appointed by Minister.

(2) The deputy municipal judge is appointed for the time indicated in the commission or, if no time is indicated, from the date of registration of the commission until the commission is revoked. Time of appointment.

(3) Such commission shall be prepared in duplicate copies, one of which shall be filed and registered in the office of the clerk of the Municipal Court and the other in the office of the prothonotary of the Superior Court of the judicial district where the municipality is situated. Commission.

(4) The deputy municipal judge so appointed by commission shall be an advocate who has practised for at least five years; however, in cities and towns having a population of fewer than ten thousand inhabitants, he may be appointed after having practised for three years. Qualifications.

He may be appointed from among the municipal judges already in office.”; Judges in office.

(b) by replacing the figure "3" in the existing subsection 3 by the figure "5".

R.S., c. 35,
s. 124,
repealed.

2. Section 124 of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35), enacted by section 11 of chapter 11 of the statutes of 1975, is repealed.

Coming
into force.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.